

*Trois-Rivières, le 11 février 2021,*

Monsieur Éric Girard  
Ministre des Finances  
390, boul. Charest Est  
Québec (QC) G1K 3H4  
[ministre@mtess.gouv.qc.ca](mailto:ministre@mtess.gouv.qc.ca)

**Objet : Où sont les femmes dans le plan de relance économique du gouvernement ?  
Recommandations pour une relance juste, féministe et inclusive.**

Bonjour,

La Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM) a pour mission d'agir et de favoriser la concertation sur les questions mettant en jeu les intérêts et les conditions de vie des femmes.

Nous vous écrivons afin que vous vous portiez à la défense de l'égalité dans le contexte de la préparation de la relance économique et du budget 2021-2022. Considérant les inégalités vécues durant la crise sanitaire par les femmes, et particulièrement par les femmes à la croisée des oppressions, et l'urgence de mettre en place une relance juste, féministe et inclusive, nous estimons primordial de vous faire part de recommandations pour le plan de relance économique et le budget 2021-2022. En ce sens, nous adhérons aux recommandations du Groupe des 13 dans le mémoire ci-joint auquel nous ajoutons nos préoccupations régionales. Ce mémoire, déposé au ministre des Finances, M. Éric Girard, a été rédigé par le Groupe des 13, une table de concertation réunissant des groupes et regroupements provinciaux qui œuvrent à la défense des droits de toutes les femmes résidant au Québec, souvent parmi les plus vulnérables.

« Les femmes, en particulier les femmes à la croisée des oppressions, subissent de plein fouet les répercussions inédites de la COVID-19, et ce, plus que les hommes. Depuis le début de la crise, elles maintiennent à bout de bras le tissu social et familial au péril de leur santé physique et mentale. La plupart vivent une grande détresse, en particulier celles qui étaient déjà dans une situation précaire et marginalisée » (extrait du mémoire, p. 4).

Les répercussions de la pandémie sur les femmes sont alarmantes : surmortalité des aînées vivant en logement collectif, surexposition au risque d'infection dans les professions à prédominance féminine, recul de l'emploi des femmes, retrait des femmes de la population active en raison de la conciliation famille-travaux, accroissement des tâches domestiques et de soutien aux proches, nombre important de femmes migrantes et immigrantes occupant des postes de première ligne, augmentation des cas de violence conjugale et sexuelle.

À l'instar du Groupe des 13, nous recommandons de :

- Combattre l'invisibilité des femmes en intégrant l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) ;
- Investir dans la santé et la sécurité des femmes, mises en péril par la pandémie ;
- Mettre en œuvre une relance inclusive tenant compte des enjeux spécifiques et systémiques au recul de l'emploi des femmes consécutif à la crise économique et sanitaire ;
- Renforcer le filet social par le réinvestissement dans les programmes sociaux, les services publics et à la mission globale des groupes d'action communautaire autonome.

Nous ne pouvons manquer l'occasion de porter à votre attention la situation alarmante que la Mauricie rencontre actuellement en regard du manque de place en services de garde. Un groupe de citoyenne s'est formé autour de cet enjeu préoccupant, et leur message a déjà, à ce jour, été relayé plusieurs fois dans les médias. Pourtant, force est de constater qu'aucune solution n'a été apportée, et plus que cela, qu'aucune solution ne pourra être apportée avant plusieurs années, alors que le Ministère de la Famille se félicite d'avoir lancé un appel à projets visant une ouverture de places en 2023. Certaines familles, faute d'une place pour leur enfant, sont privés depuis de longs mois du revenu d'un des deux parents. Évidemment, ce parent est souvent une femme. Parmi ces mères, un grand nombre d'entre elles travaillent dans un service essentiel et sont bouleversées de ne pas pouvoir prêter main forte à leurs collègues épuisés.e.s.

Il apparaît insensé qu'un plan de relance économique n'inclue pas la possibilité pour ces femmes de retourner au travail en leur fournissant les moyens de participer activement à la société. Face aux nombreuses fermetures de services de garde au cours de la pandémie, ce sont plusieurs centaines de mères de famille qui angoissent quotidiennement de ne plus pouvoir subvenir aux besoins du ménage et qui font une croix sur leur autonomie financière.

Ainsi, pour la région Mauricie en particulier, nous vous recommandons de soutenir la création de nouvelles places, en :

- Exigeant un allègement du fardeau administratif des Responsables de services de garde (RSE) ;
- Sollicitant des subventions supplémentaires pour adapter les locaux aux nouvelles réalités ;
- Mettant en place des incitatifs salariaux afin que les RSE procèdent à l'embauche d'une ressource supplémentaire, leur permettant ainsi d'accueillir trois enfants de plus.

Nous invitons le gouvernement et ses député.es à saisir cette opportunité et à proposer une relance qui permettra de faire un pas important vers une société plus juste, plus féministe et plus inclusive.

Veillez recevoir nos salutations cordiales,



---

Joanne Blais, directrice